



## CONSEIL MUNICIPAL DU 7 NOVEMBRE 2008

L'an deux mil huit, vendredi 7 novembre à 20 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Bernard RIGAULT, Maire.

Etaient présents : M. LEROY, M. HOUET, MME RADENNE, M. SEDRAN, M. ROUDAUT, Adjoint au Maire.

M. AIGUIER, Mmes BLONDEEL, BUGNON, M. BRETON, Mmes EL TAÏRI, LANIQUE, LE GAL, LE MAUX, LUYCKFASSEL, MM. MOMON, NICOLAS, PERRIN, Mme RUSMANN, M. VOLONTÉ.

Absents représentés : M. MORET (pouvoir à M. HOUET), Mme LE GARNEC (pouvoir à M. MOMON), Mme MARTY (pouvoir à Mme RADENNE).

Date d'affichage de la convocation : Le 31 Octobre 2008

Date d'affichage du compte rendu : Le 14 Novembre 2008

Nombre de conseillers en exercice : 23 -- Présents : 20 Votants : 23

Secrétaire de séance : M. BRETON Jean Pierre

### DÉLIMITATION D'UN PÉRIMÈTRE SOUMIS AU DROIT DE PRÉEMPTION SUR LES FONDS ARTISANAUX, FONDS DE COMMERCE ET BAUX COMMERCIAUX

Vu la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et son décret d'application n°2006-996 du 1<sup>er</sup> août 2006,

Vu les articles L214-1, L214-2 et L214-3 du code de l'urbanisme définissant les modalités d'application d'un droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux,

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2008 relatif à la déclaration préalable à la cession de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux et modifiant le code de l'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal du 9 mai 2008, émettant un avis favorable pour la mise en œuvre d'un droit de préemption sur les fonds de commerce et artisanaux et les baux commerciaux,

Vu le rapport analysant la situation du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur de ce périmètre et les menaces pesant sur la diversité commerciale et artisanale,

Vu le projet de plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité au quartier d'activités de la Barogne et au centre bourg,

Vu les avis favorables de la chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne, en date du 31 octobre 2008, et de la Chambre de Métiers et d'Artisanat Nord Seine et Marne, en date du 29 octobre 2008,

Considérant la fonction de proximité importante pour la population, notamment en alimentaire et services,

Vu la nécessité d'accompagner la redynamisation et le maintien de la diversité du tissu commercial,

Après en avoir délibéré,

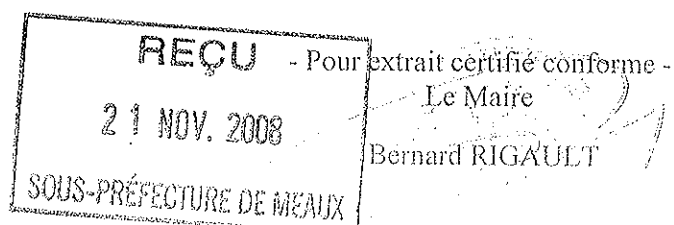
**LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **DECIDE** de délimiter un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité à l'intérieur duquel sont soumises au droit de préemption les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux.

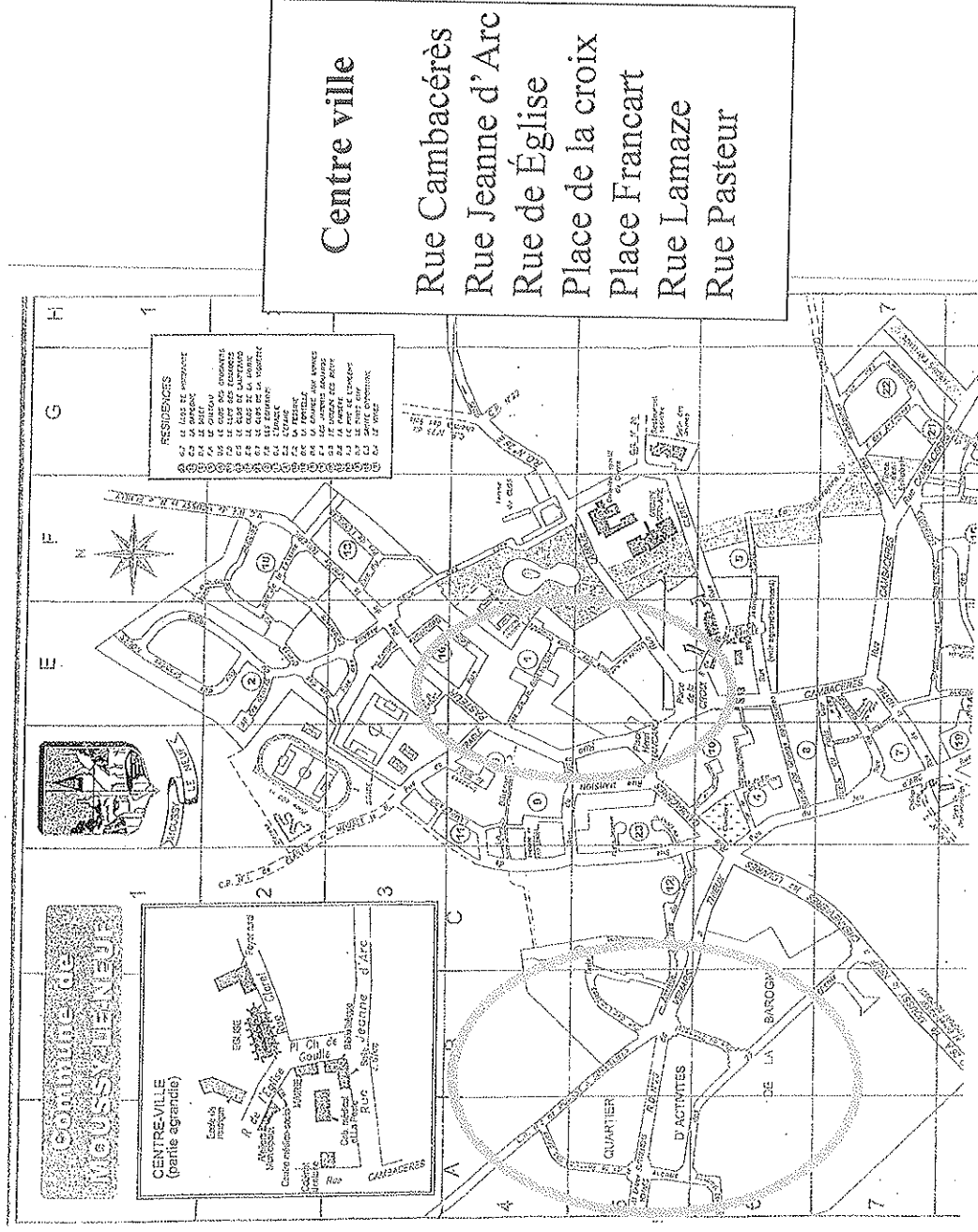
Ce périmètre concerne le quartier du centre bourg et le quartier d'activités de la Barogne suivant le plan annexé.

Chaque cession sera subordonnée, à peine de nullité, à une déclaration préalable faite par le cédant à la commune. Cette déclaration précisera le prix et les conditions de cession. Le droit de préemption sera exercé selon les modalités prévues par les articles L 223-4 à L213-7.

Le silence de la commune pendant deux mois à compter de la réception de la déclaration vaudra renonciation à l'exercice du droit de préemption. Le cédant pourra alors réaliser la vente aux prix et conditions figurant dans sa déclaration.



# Droit de préemption sur Fonds artisanaux, Fonds de commerce et baux commerciaux



Délibération du Conseil Municipal du 7 novembre 2008